Reprendre possession des biens communs

Partage international nº 393 – Mai 2021

par Vandana Shiva

L'établissement d'une civilisation écologique exige la restauration des biens communs – ceux de l'humanité et de la Terre. Ainsi pourrons-nous envisager un avenir commun et semer les graines de l'abondance. Dans le cadre des biens communs, nous partageons et prenons soin de la Terre et les uns des autres.

Conscients des limites écologiques de la nature, nous lui rendons une part des dons qu'elle nous fait, afin de soutenir la biodiversité et les écosystèmes. Conscients que tous les humains ont droit à l'air, à l'eau et à la nourriture, nous nous sentons responsables des droits des générations futures.

L'appropriation des biens communs est, en revanche, la cause profonde de la crise écologique ainsi que de la pauvreté, de la faim, des spoliations et des migrations. On a marchandisé des ressources communes nécessaires au maintien de toute vie.

L'air est un bien commun. Nous partageons l'air que nous respirons avec toutes les espèces, y compris les plantes. Celles-ci convertissent le dioxyde de carbone en oxygène. L'extraction et la combustion du carbone fossilisé rend l'air irrespirable et constitue une appropriation de ce bien commun.

L'eau est un bien commun. La planète est composée à 70 % d'eau comme notre corps. Privatiser l'eau, la vendre dans des bouteilles en plastique, pollue la terre et les océans.

La nourriture est un bien commun. La faim résulte de la réduction des biens communs alimentaires par une agriculture industrielle chimique basée sur les combustibles fossiles.



Photo : Pál Baross, Institute for Housing and Urban Development Studies, CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Common
L'eau est un bien commun. Elle est la base de toute vie.

L'appropriation des biens communs a véritablement commencé au XVI[e] siècle. L'avidité des riches et des puissants propriétaires fonciers, soutenus par les industriels, les commerçants et les banquiers alimentait l'industrialisme en tant que processus d'extraction de valeur de la terre et des paysans. Le colonialisme fut l'annexion des biens communs à l'échelle mondiale.

Lorsque la Compagnie britannique des Indes orientales a commencé son règne de facto sur l'Inde au milieu des années 1700, elle a annexé nos terres et nos forêts, notre nourriture et notre eau, même le sel de la mer. Pendant 200 ans, les Britanniques ont extrait environ 45 000 milliards de dollars de l'Inde grâce à l'annexion coloniale de nos économies agraires, poussant des dizaines de millions de paysans à la famine.

Notre mouvement pour la liberté, du milieu des années

Histoire de l'appropriation des biens communs1800 jusqu'au milieu des années 1900, était en fait un mouvement de reconquête des biens communs. Lorsque les Britanniques ont établi un monopole du sel par le biais des lois sur le sel en 1930, rendant illégale la fabrication du sel pour les Indiens, Gandhi a lancé le Salt Satyagraha – le mouvement de désobéissance civile contre les lois sur le sel. Il a marché jusqu'à la mer avec des milliers de personnes et a récolté le sel de la mer, en disant : *« La nature le donne gratuitement ; nous en avons besoin pour notre survie ; nous continuerons à faire du sel ; nous n'obéirons pas à vos lois. »*

Alors que l'appropriation a commencé avec la terre, à notre époque elle s'est étendue à certaines formes de vie et à la biodiversité, à nos connaissances partagées et même à nos relations. Les biens communs qui sont aujourd'hui annexés sont nos semences et notre biodiversité, nos données personnelles, notre santé et notre éducation, notre énergie, notre société et notre communauté, et la Terre elle-même.

Dirigée par Monsanto (aujourd'hui Bayer) dans les années 1980, notre biodiversité est qualifiée de *« matière première »* par l'industrie de la biotechnologie, ce qui lui permet de prétendre à une *« propriété intellectuelle »* et de posséder nos semences par le biais de brevets, et de collecter des rentes et des redevances auprès des paysans qui entretenaient les semences en tant que biens communs.

Réintroduire les semences parmi les biens communs est le travail de ma vie depuis 1987. Inspirés par Gandhi, nous avons lancé le mouvement Navdanya avec une semence Satyagraha. Nous avons déclaré : *« Nos semences, notre biodiversité, nos connaissances autochtones sont notre patrimoine commun. Nous recevons nos graines de la nature et de nos ancêtres. Nous avons le devoir de les sauver, de les partager et de les transmettre aux générations futures dans leur richesse, leur intégrité et leur diversité. Par conséquent, nous avons le devoir de désobéir à toute loi qui nous interdit de conserver et de partager nos semences. »*

En 2005, j'ai travaillé avec notre parlement pour introduire l'article 3 (j) dans la loi indienne sur les brevets, qui reconnaît que les plantes, les animaux et les semences ne sont pas des inventions humaines et ne peuvent donc pas être brevetés.

Depuis, Navdanya a créé 150 banques de semences communautaires. Et nos recours juridiques contre la biopiraterie du margousier, du blé et du basmati ont été des contributions importantes à la reconquête des biens communs que sont la biodiversité et les connaissances autochtones.

Il en a été aussi de même avec l'eau. Lorsque Suez, la société française de gestion de l'eau et des déchets, a tenté de privatiser le Gange en 2002, nous avons lancé un mouvement de démocratie de l'eau pour maintenir le Gange parmi nos biens communs. Par le biais d'un Satyagraha contre Coca-Cola en 2001, mes sœurs de Plachimada, au Kerala, ont fermé l'usine de Coca-Cola et récupéré l'eau comme bien commun.

La civilisation écologique est basée sur la conscience que nous faisons partie de la Terre, mais ne sommes pas ses maîtres, conquérants ou propriétaires, et que nous sommes connectés à toute vie et que notre vie dépend des autres – de l'air que nous respirons jusqu'à l'eau que nous buvons et la nourriture que nous mangeons.

Tous les êtres ont le droit de vivre ; c'est pourquoi j'ai participé à la préparation du projet de *Déclaration des droits de la Terre Mère.* Le droit à la vie de tous les êtres est basé sur l'interdépendance. L'interdépendance de la vie et des droits de la Terre Mère, de tous les êtres, y compris tous les êtres humains, est la base écologique des biens communs et des économies fondées sur la bienveillance et le partage. Restaurer les biens communs et créer une civilisation écologique vont de pair.

[Cet article a été écrit pour YES! Magazine, média américain qui allie idées visionnaires et actions pratiques.]

Auteur : Vandana Shiva, militante de renommée internationale pour la biodiversité et contre la mondialisation des entreprises, elle est l'auteur de plusieurs livres dont, parus en français : Qui nourrit réellement l'humanité et 1 % : Reprendre le pouvoir face à la toute puissance des riches. Elle collabore également au magazine YES!.
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue